Rapport annuel

1989 / 1990

BIBLIOTHÈQUE
ASSEMBLÉE NATIONALE

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT ANNUEL 1989/90

Québec

Avril 1991

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
RÉFÉRENCE	5
RECHERCHE	15
DOCUMENTATION DE PRESSE	25
SERVICES TECHNIQUES	31
CONCLUSION	41
ANNEXES	43

- Publications 1989/90
- Personnel en date du 19 octobre 1989

LA BIBLIOTHÈQUE EN 1989/90

L'année 1989/90 a été marquée par des élections générales: vingt-cinq nouveaux élus ont intégré l'Assemblée nationale; un nouveau président, M. Jean-Pierre Saintonge, a été choisi par ses pairs et la nouvelle législature a commencé ses travaux le 28 novembre 1989.

Les réalisations de la Bibliothèque au cours des mois observés ont été influencées par la conjoncture immédiate.

Quatre secteurs seront retenus ici pour faciliter une vision de l'année écoulée: crédits et personnel, débats historiques de l'Assemblée, publications et informatisation.

Crédits et personnel

La Bibliothèque se sera vu octroyer des crédits de l'ordre de 2 900 000$ en 1989/90. Cela lui aura permis de compter sur 69 années-personnes (57 postes permanents et 12 postes occasionnels). Les crédits consacrés à l'achat de la documentation oscillaient autour de 290 000$. Pour 1990/91, le Bureau de l'Assemblée nationale a accordé à la Bibliothèque une somme de 3 100 000$ et des ressources humaines de l'ordre de 73 années-personnes (dont 59 permanents). Le montant global des crédits accordés à la Bibliothèque pour 1989/90 était du même ordre que celui de 1984/85. Par la suite, on aura suspendu certains programmes et les crédits auront atteint un plancher en 1987/88 (2 400 000$).

La part des ressources de l'Assemblée nationale affectée à la Bibliothèque pour les douze mois observés était de 4,21 pour cent. Ce pourcentage a quelque peu varié depuis le début de la décennie 1980: il s'établissait à 6,34 pour cent en 1981/82; par la suite, il avait baissé jusqu'à 4,04 pour cent en 1988/89.

Débats historiques

Dès avant la dissolution de l'Assemblée survenue en août 1989, le Président de l'époque, M. Pierre Lorrain, avait signifié son désir de voir reprendre le programme de la reconstitution des débats. Aussi la Bibliothèque s'est-elle empressée de mettre la dernière main au volume de 1907, d'en faire la table 22alphabétique et de le faire publier. La poursuite des travaux au cours de 1990/91 reposera sur une équipe formée au début de 1990. La mise au net et la publication des débats des années 1908 et 1909 sont prévues pour 1991.

La reprise du programme de rédaction des comptes rendus des débats constitue une reconnaissance de la fonction initiale de toute bibliothèque parlementaire: celle de faciliter la relecture de l'Histoire.

Publications

Le programme de publication de la Bibliothèque s'est poursuivi à un rythme accéléré. Puisque l'année 1989/90 a marqué le vingtième anniversaire de la nomination du directeur actuel, l'occasion était belle pour dresser un catalogue rétrospectif des titres publiés depuis vingt ans. Le catalogue a été imprimé et distribué depuis. Par ailleurs, au cours de la même période, d'autres titres se sont ajoutés: 10 bibliographies, 3 dossiers d'articles de journaux, 2 livraisons du Bulletin, une nouvelle édition des Sigles en usage au Québec et un recueil des programmes électoraux de 1970, etc. On trouvera, en annexe, une liste exhaustive des titres parus en cours d'année.

Informatisation

L'informatisation de la Bibliothèque s'est accélérée en 1989/90. En collaboration avec d'autres bibliothèques administratives, l'Assemblée nationale a engagé le processus de l'informatisation des fonctions documentaires. Le regroupement a acheté le logiciel Best-seller et le développe en collaboration. Le module des acquisitions est en usage depuis février 1990. Les modules des périodiques, du catalogage et du catalogue même seront en fonction à compter du prochain exercice budgétaire. L'équipement informatique continue d'augmenter à un rythme normal. Quatre postes nouveaux ont été installés et le parc de la Bibliothèque s'élevait à 13 micro-ordinateurs en mars 1990.

Ces quelques points laissent dans l'ombre toutes les activités ordinaires de la Bibliothèque: travail de référence, réalisation d'études, diffusion quotidienne d'articles de journaux, diffusion sélective de l'information. On trouve ces éléments à l'intérieur des chapitres qui suivent.

Dans l'ensemble, l'utilité et l'utilisation de la Bibliothèque ont continué de progresser. Les demandes acheminées aux divers services ont augmenté de 8 à 10 pour cent en 1989/90 par rapport à l'année antérieure.

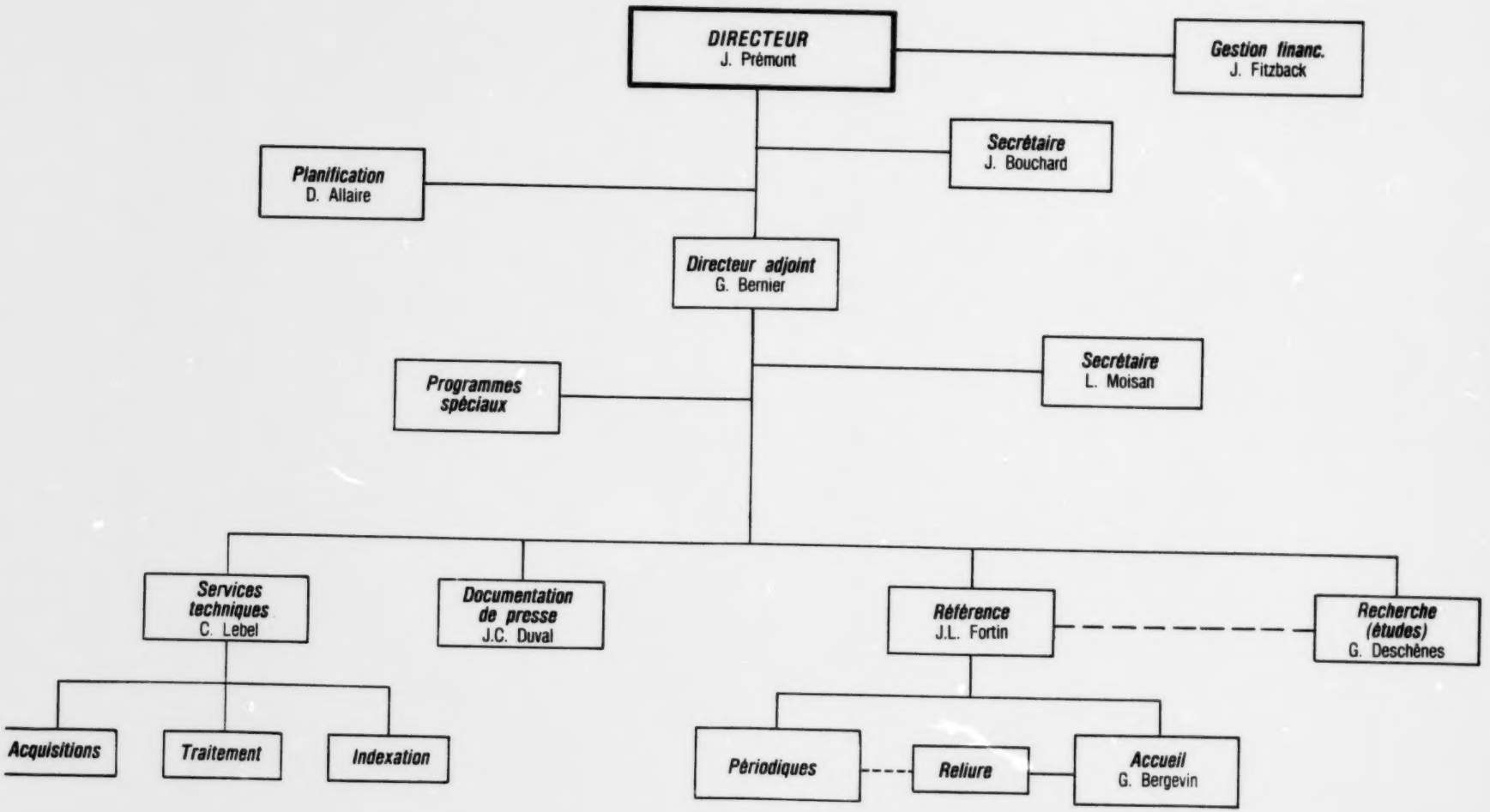
La hausse des requêtes, combinée qu'elle est avec la stagnation relative des crédits destinés à l'achat des livres et des revues, des instruments de référence et des collections de microfilms et de microfiches, force les employés à s'appuyer davantage sur les bibliothèques environnantes, sur le prêt interbibliothèques et sur les banques de données informatisées. Peut-être est-ce là la préfiguration de la bibliothèque immatérielle que d'aucuns entrevoient dans un avenir plus ou moins proche.

On notera avec intérêt que la Bibliothèque de l'Assemblée consacre de plus en plus d'efforts au traitement des publications de l'État. Le nombre de titres catalogués sur place et de première main a dépassé en cours d'année celui des volumes publiés par les éditeurs privés. L'apport de la Bibliothèque à ce titre contribuera à rendre plus facilement repérable et accessible, à l'avenir, les publications nombreuses et variées des ministères et des organismes qui en dépendent.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

ORGANIGRAMME



1989

DIVISION DE LA RÉFÉRENCE

Le mandat principal de la Division de la référence est de répondre aux demandes d'information et de documentation adressées à la Bibliothèque. La Division comprend quatre secteurs d'activités: Accueil et information, Référence parlementaire, Documents officiels, Périodiques et microformes. Chaque secteur participe au mandat principal de la Division, mais chacun a aussi des objectifs et des activités propres.

La section Accueil et information constitue le guichet principal de la Bibliothèque: on y reçoit les appels téléphoniques et on les répartit, on y accueille les usagers qui viennent sur place et on les oriente vers les services ou les personnes ad hoc. Le rôle principal de la section est de répondre aux demandes des usagers de l'extérieur de l'Assemblée, d'assurer le service de prêt des documents et de voir à leur rangement. À l'occasion, le personnel de la Division effectue des visites guidées de la Bibliothèque.

Le rôle de la section Référence parlementaire est de répondre aux requêtes des usagers prioritaires, députés et personnel de l'Assemblée. L'équipe de bibliothécaires de la section est également chargée du choix de la documentation à acquérir et de sa diffusion.

Les employés des secteurs des Périodiques et des Documents officiels répondent à l'ensemble des usagers tout en accordant la priorité aux demandes provenant de l'Assemblée. La section des Périodiques et microformes répond aux demandes touchant les journaux, les revues, les microdocuments et assure le service de la photocopie. Les préposés au secteur des Documents officiels réceptionnent et enregistrent les publications des États et maintiennent un service de référence spécialisée pour ce secteur.

PERSONNEL

Au 31 mars 1990, le nombre de personnes en place était légèrement supérieur aux années précédentes, soit 26 au lieu de 24. Cependant, le nombre total de jours travaillés est demeuré à peu près le même: 5534 par rapport à 5545 en 1988/89. En termes d'années-personnes, les effectifs professionnels sont restés les mêmes. La part du personnel occasionnel ou temporaire représente 14,3 pour cent des jours travaillés en 1989/90; l'année précédente cette part était de 18,5 pour cent.

RESSOURCES DOCUMENTAIRES (Tableau 1)

L'activité des équipes de choix en 1989/90 est demeurée à peu près au même niveau qu'en 1988/89, à peine 2 pour cent en moins.

Le nombre de fascicules de périodiques reçus a continué de diminuer pour une troisième année consécutive. La baisse de cette année a été de 6 pour cent. Par rapport à 1986/87, la Bibliothèque a reçu 5348 numéros de moins, soit une diminution de 16,2 pour cent. Durant la même période, les dépenses relatives à cette catégorie de documents ont diminué de 6,7 pour cent. Cependant, si on ajoute le facteur inflation, c'est une diminution qui dépasse 30 pour cent. La baisse des ressources financières a affecté l'achat

de microfiches: chute de 61 pour cent depuis 1986/87.

Le nombre de documents officiels reçus à titre de dépôt ou d'échanges est assez constant: 2,4 pour cent de moins par rapport à 1988/89 mais 2,2 pour cent de plus par rapport à 1987/88.

La production du personnel affecté à la reliure et à la restauration des volumes a augmenté de 5,4 pour cent.

SERVICE AUX USAGERS (Tableau 2)

Le nombre de requêtes qui ont reçu une réponse a augmenté de 10,3 pour cent en 1989/90. Il faut dire que ce nombre avait diminué au cours des quatres années précédentes. L'augmentation des demandes vient de deux groupes d'utilisateurs: ceux de l'Assemblée nationale et ceux de l'extérieur. Les demandes en provenance de l'Assemblée ont augmenté de 13,4 pour cent et celles du public, de 25,3 pour cent. La hausse des requêtes extérieures est corroborée par les recettes de photocopie (bond de 39 pour cent). En dehors de la Fonction publique, les principaux utilisateurs sont les bureaux d'avocats, les institutions publiques et parapubliques et les citoyens en général.

La baisse des demandes en provenance de la Fonction publique québécoise - identifiée par "ministères et organismes" dans le tableau 2- résulte d'une action concertée entreprise depuis plusieurs années pour orienter les fonctionnaires vers les bibliothèques et centres de documentation du réseau gouvernemental. L'autre facteur explicatif peut être le développement du réseau lui-même, car on observe une augmentation constante, depuis quatre ans, du nombre de prêts interbibliothèques, (voir tableau 3).

PRÊT INTERBIBLIOTHÈQUES ET COURRIER ÉLECTRONIQUE (Tableau 4)

À l'intérieur du réseau gouvernemental, les requêtes d'emprunts sont très majoritairement effectuées par téléphone. L'utilisation de la poste électronique pour l'envoi des demandes de prêts interbibliothèques progresse régulièrement: au cours des trois dernières années, la croissance annuelle moyenne a été de 7 pour cent. La Bibliothèque reçoit maintenant 56 pour cent des requêtes grâce à ce mode de transmission. En sens inverse, c'est 80 pour cent du flux.

UTILISATION DES BASES DE DONNÉES

Le nombre d'heures d'interrogation des serveurs commerciaux a augmenté de 80 à 92 heures en 1989/90. Les serveurs BNC, Infomat et SDM monopolisent 60 pour cent du temps d'utilisation (Tableau 5).

TABLEAU 1

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES COLLECTIONS

	1987-88	1988-89	1989-90
1. Sélection de documents pour achat			
1.1 Volumes	984	1 194	1 166
1.2 Périodiques (nouveaux abonnements)	12	25	30
TOTAL	**996**	**1 219**	**1 196**
2. Numéros de périodiques reçus à enregistrés			
2.1 Journaux	19 248	19 784	17 851
2.2 Revues et autres périodiques	11 012	9 766	9 865
TOTAL	**30 260**	**29 550**	**27 716**
3. Documents officiels reçus*			
3.1 Québec	8 790	9 364	9 691
3.2 Canada (fédéral)	7 765	7 598	7 399
3.3 Ontario	1 440	2 284	1 415
3.4 Autres provinces et territoires	3 745	3 523	3 716
TOTAL	**21 740**	**22 769**	**22 224**
4. Ouvrages en feuilles volantes**	**2 885**	**2 707**	**2 147**
5. Microformes reçus***			
5.1 Microfilms	1 207	885	977
5.2 Microfiches	17 056	11 726	10 185
TOTAL	**18 263**	**12 611**	**11 162**
6. Reliure et réparation			
6.1 Nombre de journaux reliés	431	455	425
6.2 Autres documents reliés	1 353	1 583	1 379
6.3 Réparation et restauration	371	115	466
6.4 Boîtes, cartables, etc.	ND	128	139
TOTAL	**2 155**	**2 281**	**2 409**
7. Élagage			
7.1 Nombre de titres retirés	5 217	4 099	2 086
7.2 Nombre de volumes retirés	11 798	7 521	6 059

* Les documents sont comptés en unités (fascicules) et non en volumes ou en titres. Ces chiffres n'incluent pas les documents officiels classés avec les périodiques ou avec les microformes.

** On compte le nombre de volumes touchés par une mise à jour; un même volume est compté autant de fois qu'il est l'objet de mises à jour durant l'année.

*** Nombre de rouleaux de microfilm ou nombre de microfiches.

TABLEAU 2

DEMANDES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

1987-88 à 1989-90

	1987-88	1988-89	1989-90
ASSEMBLÉE NATIONALE	3 894 (24,8%)	3 322 (23%)	4 354 (27,1%)
MINISTÈRES ET ORGANISMES	7 846 (50%)	7 366 (51%)	6 721 (41,7%)
PUBLIC	3 952 (25,2%)	3 756 (26%)	5 028 (31,2%)
TOTAL:	15 692 (100%)	14 444 (100%)	16 103 (100%)

La consultation des bases de données est en progression constante depuis trois ans. Un total de 448 recherches ont été effectuées en 1989/90, une augmentation de 14 pour cent par rapport à l'année antérieure. On note que les mois les plus actifs à ce titre sont, d'une année à l'autre, les mois de septembre, octobre, novembre, février et mars.

Les bases de données à contenu québécois sont toujours les plus utilisées. Le nombre d'accès à des bases a diminué de 5 pour cent passant de 650 à 618. Cette diminution mise en relations avec l'augmentation des heures d'interrogation fait ressortir une nouvelle tendance, celle de l'utilisation de plus en plus fréquente de bases de données textuelles. En fait, trois serveurs offrant de telles bases, Infomat, Soquij et QL, connaissent une augmentation de plus de vingt heures. La disparition des bases de données du serveur Prima Télématic et le chargement d'une partie de celles-ci chez SDM ont grandement affecté l'accès à des sources québécoises.

Les coûts d'interrogation ont augmenté de 9 pour cent pour atteindre 8 330,54$; le coût moyen d'une interrogation est resté stable à 11,86$

OBSERVATIONS ET PROSPECTIVE

La Division fonctionne avec un minimum de ressources professionnelles. À certaines périodes, des demandes restent en souffrance.

Au cours de la prochaine année, des employés de la Division participeront à la définition des besoins en regard de l'implantation de Best-seller, système intégré de gestion de bibliothèque.

TABLEAU 3

UTILISATION DE LA DOCUMENTATION

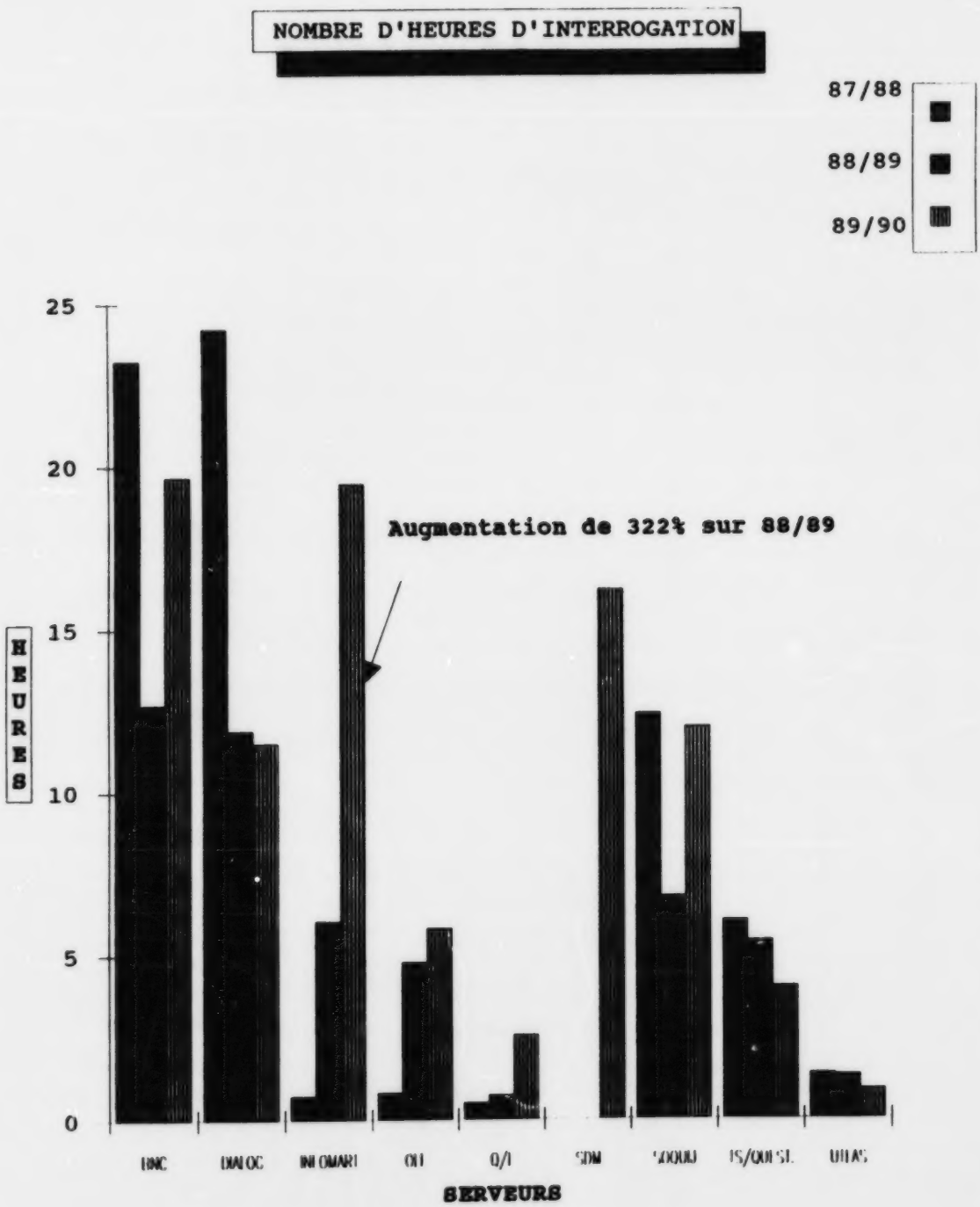
	1987-88	1988-89	1989-90
1. Prêt de la documentation			
1.1 Prêts individuels			
- Assemblée nationale	4 147	4 205	4 259
- Autres	790	650	723
TOTAL PRÊTS INDIVIDUELS	**4 937**	**4 855**	**4 982**
1.2 Prêts aux bibliothèques			
- Ministères et organismes	2 775	3 258	3 598
- Extérieur du Gouvernement	540	460	457
TOTAL PRÊTS AUX BIBLIOTHÈQUES	**3 315**	**3 718**	**4 055**
TOTAL GÉNÉRAL	**8 252**	**8 573**	**9 037**
2. Livraison de photocopies			
2.1 Documents sur papier	275 134	267 816	277 086
2.2 Documents sur microformes	59 007	44 310	69 932
2.3 Duplicata de microfiches	128	1 244	126
TOTAL PHOTOCOPIES	**334 269**	**313 370**	**347 144**
3. Consultation sur place			
3.1 Revues	5 974	3 980	4 485
3.2 Journaux	13 115	8 511	8 397
3.3 Microfilms	8 751	7 299	7 193
3.4 Microfiches	1 684	1 625	1 999
3.5 Publications officielles	ND	ND	6 394
3.6 Monographies	ND	ND	18 384
TOTAL CONSULTATION	**29 524**	**21 415**	**46 852**

TABLEAU 4

PRÊTS INTERBIBLIOTHÈQUES ET COURRIER ÉLECTRONIQUE

MODE D'ACHEMINEMENT DES DEMANDES	1987-88			1988-89			1989-90		
	Prêts	**Emprunts**	**Total**	**Prêts**	**Emprunts**	**Total**	**Prêts**	**Emprunts**	**Total**
Formules par la poste	477	92	569 (40%)	439	52	491 (43%)	387	80	467 (37,8%)
Courrier électronique	341	530	871 (60%)	419	232	651 (57%)	495	273	768 (62,2%)
TOTAL	**818**	**622**	**1 440**	**858**	**284**	**1 142**	**882**	**353**	**1 235**
RÉPARTITION ENTRE PRÊTS ET EMPRUNTS	57%	43%	100%	75%	25%	100%	71,4%	28,6%	100%

TABLEAU 5


NOMBRE D'HEURES D'INTERROGATION
87/88
88/89
89/90
25
20
15
10
5
0
HEURES
Augmentation de 322% sur 88/89
SERVEURS

DIVISION DE LA RECHERCHE

Créée à l'automne 1971, la Division de la recherche répondait aux voeux des parlementaires qui réclamaient de meilleurs services de soutien.

La Division est tout entière au service de l'Assemblée nationale et de ses membres, directement ou indirectement. Elle fournit d'abord des services aux députés, aux caucus, aux commissions parlementaires, aux délégations parlementaires, au Président, aux vice-présidents et au Bureau de l'Assemblée nationale.

La Division de la recherche apporte aussi un service de soutien aux autres services de l'Assemblée nationale.

La Division contribue, en outre, à une meilleure connaissance des institutions parlementaires en apportant son aide aux fonctionnaires, aux journalistes parlementaires, aux professeurs, aux étudiants et aux chercheurs et, parfois, même à de simples citoyens à la recherche de données sur le Parlement. Dans la mesure du possible, étudiants et simples citoyens sont orientés vers les bibliothèques universitaires et publiques, mais la Division répond parfois à leurs demandes lorsqu'elles sont acheminées par l'intermédiaire des bureaux de députés ou de Communication-Québec.

Enfin, la Division de la recherche prépare, tient à jour et met à la disposition de tous les intéressés des banques de données et des instruments de référence. Parmi ces instruments, on signalera les dossiers de données biographiques et iconographiques sur les députés depuis 1867, les dossiers de coupures de presse sur les institutions parlementaires , un recueil de résultats électoraux par circonscription depuis 1867, un fichier de terminologie parlementaire. D'autres instruments sont en voie de réalisation. Tous ces outils ont été conçus pour répondre plus efficacement aux demandes.

La Division de la recherche, comme l'ensemble des services de la Bibliothèque, fonctionne selon les principes suivants: une stricte neutralité à l'égard des partis politiques, réponse aux demandes dans l'ordre de leur entrée, répartition équitable des heures travaillées entre les usagers, confidentialité et exclusivité des recherches à moins d'une autorisation expresse.

Personnel

Au cours de l'année budgétaire terminée le 31 mars 1990, la Division de la recherche a pu compter sur des ressources humaines de niveau professionnel équivalant à 8,4 années-personnes. Le personnel de soutien comprenait deux agentes de secrétariat. Un technicien en information a été affecté à la Division et des stagiaires de l'AIESEC, du programme d'échange avec les provinces canadiennes, du département de science politique de l'université Laval et du collège O'Sullivan se sont joints à la Division pour des périodes variables.

Travaux

La Division a répondu à 481 demandes soit une hausse de 8 pour cent. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, le personnel a augmenté de 18 pour cent et les demandes reçues de 19 pour cent. La répartition des travaux en fonction de leur durée est aussi à peu près la même que par les années passées (Tableau 6).

Origine des demandes

La répartition des demandes de recherche selon leur origine se compare à ce qu'elle était lors de la dernière année électorale (Tableaux 7 et 8) avec 28 pour cent (contre 23 en 1985) des demandes venant des parlementaires, 24 pour cent (contre 23 en 1985) de l'administration de l'Assemblée, 18 pour cent (comme en 1985) des ministères et organismes, et 21 pour cent (au lieu de 13) de l'extérieur de l'administration publique. En 1986/87, soit pendant l'année qui a suivi les élections, une augmentation sensible du nombre de demandes venant des bureaux de parlementaires a été notée. Ce nombre avait dépassé celui de 1982, avec 51 pour cent de l'ensemble.

Les demandes reçues des parlementaires en 1989/90 occupent 52 pour cent du temps, alors que celles qui viennent de l'extérieur de l'Assemblée ne comptent que pour 4 pour cent du temps de travail. Au total, 96 pour cent du temps de travail est consacré aux demandes venant de l'intérieur de l'Assemblée (Tableau 9).

Ces données illustrent la pratique de la Division: le personnel répond aux demandes venant de l'extérieur de l'Assemblée pour autant que ces demandes ne nuisent pas à la mission prioritaire, qu'elles requièrent peu de temps, qu'elles concernent le Parlement et qu'elles contribuent à le faire mieux connaître dans la population. Tel que demontré au tableau 8, la réponse à ces demandes venant de l'administration publique (ministères et organismes) et de l'extérieur (professeurs, chercheurs, journalistes, autres gouvernements, etc) demande peu d'heures de travail.

Sujet des travaux (Tableau 10)

La répartition des travaux selon le sujet est revenue à peu près à ce qu'elle était il y a trois ans alors qu'on avait noté une tendance à la diversification des thèmes des demandes de recherche. Le grand nombre de réalisations d'initiative en 1989/90 explique le pourcentage accru de travaux portant sur les institutions parlementaires

Initiatives de la Division

Comme le démontre le tableau 7, les initiatives de la Division ont été un peu plus nombreuses qu'en 1988/89. Il a été possible d'ajouter un nouveau titre à la collection des "Dossiers parlementaires", collection destinée à l'information des députés.

Tableau 6

LA DURÉE DES TRAVAUX DEPUIS 1983

	1983		1984		1985		1986 - 1987*		1987 - 1988		1988 - 1989		1989 - 1990	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Moins d'une semaine (très courte, courte et moyenne durée)	298	88	271	83	311	87	387	88	414	93	401	90	426	89
Une à 4 semaines (longue durée)	30	9	41	13	29	8	35	8	24	5	35	8	45	9
Un mois et plus	12	4	15	5	16	4	18	4	8	2	9	2	10	2
Total	**340**	**100**	**327**	**100**	**356**	**100**	**440**	**100**	**446**	**100**	**445**	**100**	**481**	**100**

* Depuis 1987, le rapport annuel couvre l'année financière (avril-mars) plutôt que l'année civile.

Tableau 7

L'ORIGINE DES DEMANDES

	1983		1984		1985		1986 - 1987*		1987 - 1988		1988 - 1989		1989 - 1990	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Parlementaires	70		70		71		147		120		86		74	
Commissions	12		13		6		36		21		16		11	
Président, Bureau et Relations parlementaires	61		45		41		41		36		54		51	
Sous-total	**143**	**42**	**128**	**39**	**118**	**33**	**224**	**51**	**177**	**40**	**156**	**35**	**136**	**28**
Administration	65	19	81	25	82	23	70	16	115	26	86	19	114	24
Ministères, organismes	55	16	39	12	63	18	72	16	76	17	101	23	88	18
Autres (personnel, enseignant, presse, etc.)	47	14	56	17	48	13	62	14	68	15	85	19	103	21
Service, projets internes	30	9	23	7	45	13	12	3	10	2	17	4	40	8
Total	**340**	**100**	**327**	**100**	**356**	**100**	**440**	**100**	**446**	**100**	**445**	**100**	**481**	**100**

* Depuis 1987, le rapport annuel couvre l'année financière (avril-mars) plutôt que l'année civile.

Tableau 8

Travaux réalisés en 1989-1990
répartition selon l'origine et la durée

	Moins d'une heure		Moins d'un jour		Un à 5 jours		6 à 20 jours		21 jours et plus		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Parti ministériel	25	51	11	22	11	22	2	4	0	0	49	100
Opposition officielle	2	9	6	26	8	35	6	26	1	4	23	100
Députés indépendants	0	0	1	50	1	50	0	0	0	0	2	100
Commissions	0	0	1	9	0	0	9	82	1	9	11	100
Président, Bureau et Relations parlementaires	12	24	13	25	13	25	11	22	2	4	51	100
Secrétaire général	19	61	5	16	3	10	4	13	0	0	31	100
Services législatifs *	26	58	13	29	4	9	1	2	1	2	45	100
Information *	25	81	6	19	0	0	0	0	0	0	31	100
Services administratifs *	0	0	3	43	3	43	1	14	0	0	7	100
Ministères, organismes	69	78	15	17	4	5	0	0	0	0	88	100
Autres (personnel enseignant, presse, etc.)	89	86	12	12	2	2	0	0	0	0	103	100
Service, projets internes	3	8	7	18	14	35	11	28	5	13	40	100
Total	**270**	**56**	**93**	**19**	**63**	**13**	**45**	**9**	**10**	**2**	**481**	**100**

* Pour faciliter les comparaisons, nous avons maintenu les divisions administratives antérieures.

Tableau 9

TRAVAUX RÉALISÉS EN 1988-1989 ET 1989-1990
RÉPARTITION DES DEMANDES ET DU TEMPS CONSACRÉ

	1988 - 1989		1989 - 1990	
	Demandes	Temps *	Demandes	Temps *
	%	%	%	%
Députés Commissions Président, Bureau et Relations parlementaires	35	62	28	52
Secrétariat général Services législatifs Services administratifs Information	19	16	24	13
Ministères et organismes	23	5	18	2
Autres	19	4	21	2
Projets internes	4	14	8	31
Total	**100**	**100**	**100**	**100**

* Estimation basée sur la durée moyenne des travaux

Tableau 10

TRAVAUX RÉALISÉS EN 1989-1990
RÉPARTITION SELON L'ORIGINE ET LE SUJET

	Parlementarisme		Institutions politiques et administration publique		Autres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Parti ministériel	30	61	6	12	13	27	49	100
Opposition officielle	8	35	8	35	7	30	23	100
Députés indépendants	1	50	1	50	0	0	2	100
Commissions	9	82	1	9	1	9	11	100
Président, Bureau et Relations parlementaires	34	67	7	14	10	20	51	100
Secrétaire général	26	84	5	16	0	0	31	100
Services législatifs	29	64	13	29	3	7	45	100
Information	28	90	1	3	2	6	31	100
Services administratifs	4	57	3	43	0	0	7	100
Ministères, organismes	72	82	11	13	5	6	88	100
Autres (personnel enseignant, presse, etc.)	90	87	12	12	1	1	103	100
Service, projets internes	30	75	6	15	4	10	40	100
Total	**361**	**75**	**74**	**15**	**46**	**10**	**481**	**100**

La période électorale a permis de préparer des documents qui ont été (ou seront) édités (nouvelle édition du *Guide parlementaire québécois* et des *Résultats électoraux* depuis 1867), et de continuer les recherches amorcées précédemment en vue de réaliser trois autres ouvrages: une chronologie parlementaire depuis 1792, un guide parlementaire pour les années 1792-1867 et un répertoire biographique des parlementaires d'avant la Confédération. Un texte sur les symboles d'identité québécoise sera aussi édité en 1990/91.

La plupart de ces ouvrages sont planifiés en vue de la commémoration du bicentenaire du Parlement en 1992. Le chef de la Division a d'ailleurs fait partie du comité créé en 1989 pour préparer le programme préliminaire de l'événement.

OBSERVATIONS ET PROSPECTIVE

Le bilan quantitatif de l'année 1989/90 présente à peu près les mêmes caractéristiques que l'année électorale précédente (1985). Le nombre de travaux est légèrement plus élevé mais leur répartition selon l'origine des demandes est comparable: moins de demandes venant des parlementaires et plus de la Division elle-même.

La préparation d'instruments de recherche et d'ouvrages de référence constitue une tâche essentielle d'un service de recherche parlementaire. Ces outils permettent d'améliorer le rendement du personnel de la Division et des autres services de l'Assemblée. L'année 1989/90 a permis de faire avancer ou démarrer vraiment plusieurs projets de ce genre.

En ce qui concerne l'effectif de la Division, il se situe en-deçà de ce qu'on observe à Ottawa et à Toronto mais il permet dans l'ensemble de répondre aux demandes, de réagir avec une efficacité raisonnable face aux besoins immédiats. L'absence d'un «*guide de recherche*» ou d'un recueil de données de base sur le Parlement, un genre de dictionnaire, se fait sentir depuis plusieurs années. Le *Guide parlementaire* répond partiellement à ce besoin et les projets du bicentenaire permettront peut-être d'enregistrer des progrès à ce chapitre.

Le seul secteur où la Division est mal pourvue actuellement, par rapport aux demandes relativement nombreuses qui lui parviennent, est celui des relations interparlementaires. Il serait souhaitable qu'un agent de recherche possédant une formation et une expérience pertinentes en matière de relations internationales prenne place au sein de l'équipe.

DIVISION DE LA DOCUMENTATION
DE PRESSE

Créée en 1972, la Division de la documentation de presse fournit un appui documentaire à la recherche. Cet appui se concrétise par la constitution de dossiers de presse sur des thèmes divers.

Le personnel de la Division est composé de six personnes permanentes dont la répartition des corps d'emploi est la suivante: un agent d'information responsable de la Division, un bibliotechnicien, un technicien en information, deux agents de bureau et un auxiliaire de bureau. Cette année, la Division a pu compter sur les services d'une occasionnelle travaillant sur appel et sur la collaboration de deux professionnels (14 mois).

Les employés de la Division dépouillent les principaux quotidiens du Québec, sélectionnent, indexent et classent les articles choisis, afin de constituer des dossiers d'articles sur l'actualité économique, politique, sociale et culturelle; ils préparent et diffusent quotidiennement, hebdomadairement et sur demande des revues de presse thématiques et ils emmagasinent et classent les coupures de journaux.

ACTIVITÉS ET RÉALISATIONS

En 1989/90, les journaux suivants ont été dépouillés: le Devoir, the Gazette, le Journal de Québec, la Presse, le Soleil, the Globe and Mail, le Droit, le Nouvelliste, le Quotidien, la Tribune, la Voix de l'Est et deux journaux spécialisés: Finance et les Affaires. Les revues de presse publiées par les bureaux du gouvernement du Québec à Edmonton, à Toronto, à Moncton et par la délégation du Québec en France ont été dépouillées sélectivement. Les articles retenus ont alimenté quelque 582 dossiers portant sur l'actualité économique, politique, sociale et culturelle du Québec et du Canada. Au total on a sélectionné, monté, indexé et classé 134 293 articles de journaux représentant 2 583 articles par semaine en moyenne.

En plus d'avoir fourni quotidiennement six exemplaires de coupures de presse choisies à des divisions de soutien documentaire (services de recherche, tribune de la presse...), la Division a fait parvenir la mise à jour hebdomadaire de dossiers à quelque 106 usagers. La Division a distribué 1 175 707 photocopies d'articles à ses utilisateurs officiels.

La Division a répondu à 185 demandes d'information faites sur place, à 255 demandes d'information téléphonées et à 13 demandes d'information écrites. De plus, la Division a donné suite à 269 demandes d'emprunt de dossiers (Tableau 11).

En janvier 1990, la Division a envoyé 64 boîtes de dossiers au Dépôt de documents semi-actifs. La Division a autorisé la destruction de 32 boîtes de coupures conservées jusque là au Dépôt de documents.

La collaboration d'un professionnel occasionnel a permis à la Division de publier trois revues de presse sélectives: une mise à jour du

dossier *Langue d'affichage au Québec*; *L'accord du Lac Meech*: articles de journaux mars 1987/mai 1989"; enfin, une mise à jour du même dossier (Juin-décembre 1989).

La collaboration d'un professionnel occasionnel a permis à la Division, pendant la campagne électorale, d'enrichir la collection de dossiers pour chacune des circonscriptions électorales.

(Tableau 11)
DEMANDES D'INFORMATION

	1985	1986-87*	1987-88	1988-89	1989-90
Reçues sur place	172	129	111	128	185
Reçues par téléphone	199	244	153	214	255
Reçues par écrit	8	---	---	3	13
Demandes de prêt de dossiers	565	572	419	271	269
Clientèles gouvernementales	849	873	631	522	---
Clientèles extérieures	95	72	52	94	---
Photocopies	16 427	33 602	20 419	34 287	54 078

***Depuis 1987, le rapport annuel couvre l'année financière (avril-mars) plutôt que l'année civile.**

DIVISION DES SERVICES TECHNIQUES

Les activités de la Division des services techniques , par définition beaucoup moins visibles dans leur ensemble que celles des services destinés aux lecteurs, n'en sont pas moins centrées sur les besoins des députés et de leurs collaborateurs.

Chacun des trois secteurs qui composent la Division a un mandat propre à réaliser en fonction de cet objectif. Le Service des acquisitions est chargé de l'approvisionnement en ressources documentaires; le Service du traitement doit assurer l'enregistrement et l'accessibilité à ces ressources - au moyen notamment des catalogues qu'il réalise et maintient à jour; enfin, le Service de l'indexation a pour mission principale de produire des outils de recherche devant faciliter l'accès à une documentation généralement plus spécialisée.

PERSONNEL

Le personnel de la Division a quelque peu fluctué au cours de l'année 1989/90. L'effectif se situe aux environs de 17,5 années-personnes comparativement à 19,5 en 1988/89. Les ressources humaines du Service de traitement ont légèrement augmenté - 0,5 année-personne - tandis que celle du Service de l'indexation connaissait une réduction de l'ordre de 2,5 années-personnes.

A) **Service des acquisitions**

En février 1990, le module Acquisitions du logiciel Best-seller devenait opérationnel. Toutes les fonctions reliées aux commandes courantes, aux dons, dépôts et échanges et aux commandes permanentes annuelles étaient automatisées. L'informatisation des commandes des autres types de publications se feront grâce au module Périodiques actuellement en révision et dont l'implantation était prévue pour 1990/91.

Durant l'année 1989/90, comme en témoigne le tableau 12, la Bibliothèque a commandé plus que l'année précédente (1 291 titres par rapport à 1 204). Elle a également reçu plus de documents (5 503 comparativement à 4 489), ceci valant autant pour les monographies (augmentation de près de 23 pour cent) que pour les publications en série (9,5 pour cent de plus qu'en 1988/89). Cependant, comme ce fut le cas pour l'année précédente, très peu de titres ont été annulés, ce qui contraste de façon significative avec les données de 1987/88, année durant laquelle de sévères restrictions budgétaires avaient obligé la Bibliothèque à couper dans les abonnements et les commandes permanentes.

Malgré une majoration de 7 pour cent du budget total pour l'année 1989/90, le rapport budgétaire final révèle un dépassement de l'ordre de 8,7 pour cent des dépenses (313 718,71$) par rapport aux sommes initialement allouées (Tableau 13).

B) Service de traitement

Le Service de traitement a terminé, au cours de l'année, le recatalogage des brochures publiées après 1970. Il a également procédé au catalogage sommaire de tous les titres de la collection de revues de la Bibliothèque. Cette dernière opération a été effectuée de manière à permettre au Comité interministériel chargé de l'automatisation des bibliothèques gouvernementales d'examiner le module Périodiques du logiciel Best-seller. Depuis mars 1990, le Service a entrepris de compléter les notices catalographiques de ces titres.

Les statistiques du traitement (Tableau 14) montrent une augmentation de 7,8 pour cent du nombre total de documents catalogués. Ce chiffre englobe les nouveaux titres et le recatalogage - tant du côté de la collection générale que des publications gouvernementales québécoises. Il faut cependant savoir que l'appellation "documents catalogués" de ce tableau correspond au nombre de bordereaux de catalogage traités et destinés à la base de données catalographiques. L'augmentation de 48 pour cent du nombre des publications gouvernementales québécoises traitées durant l'année par rapport à l'année précédente (4 961 au total comparativement à 3 350 en 1988/89) s'explique principalement par la décision de traiter les mémoires présentés aux commissions parlementaires.

Le tableau 15, malgré ses imprécisions, se veut la mise à jour annuelle du dénombrement des collections de la Bibliothèque.

C) Service de l'indexation

En décembre 1989, le Service de l'indexation a complété l'index du Journal des débats de la 2e session de la 33e législature (Index 1988/89). Cet index de plus de 500 pages fournit des accès multiples et variés aux travaux de l'Assemblée nationale et de ses commissions. Durant l'année 1989/90, le Service a dépouillé 66 cahiers du Journal des débats consacrés aux séances de l'Assemblée nationale et 246 cahiers des délibérations en commissions parlementaires. Il a également répondu à 155 demandes d'information. À ce sujet, on retrouvera dans le tableau 16 quelques données concernant les demandes acheminées au Service de l'indexation et à la Division de la référence. Le Service de l'indexation ne répond qu'aux demandes concernant les sessions pour lesquelles aucun index n'est encore disponible.

Parmi les autres réalisations du Service de l'indexation en 1989/90, il faut signaler la publication en début d'année d'un index rétrospectif (1977 à 1987) consacré à la Régie de l'assurance automobile; la saisie des notices bibliographiques des documents de la session de la décennie 1970; enfin, la remise en chantier d'un index cumulatif(1985 à 1988/89) de l'étude des crédits de l'Assemblée nationale. Le Service a également réalisé et distribué un document de travail intitulé Étude des crédits budgétaires 1986/90. Cette dernière cumulation de références aux

cahiers du Journal des débats est destinée à faciliter l'étude des crédits budgétaires des ministères et organismes publics en permettant de repérer rapidement les discussions antérieures. Cet instrument de travail a été publié en mars 1990 et devrait dorénavant paraître annuellement.

PERSPECTIVES

L'année qui vient pourrait amener des changements majeurs en ce qui a trait à l'automatisation des divers secteurs de la Division des services techniques. Du côté des acquisitions, on devrait pouvoir être en mesure de traiter, au moyen du logiciel Best-seller, tous les types de commandes et de réceptions. Il est également prévisible que le module Traitement soit utilisé d'ici à un an. En ce qui concerne le secteur de l'indexation, on attend une réponse au document de travail intitulé Besoins informatiques pour la gestion, la production et la consultation de l'Index du Journal des débats.

Par ailleurs, certains travaux devraient voir le jour ou être complétés au cours des mois à venir, dont un index cumulatif (1979 à 1989) des débats consacrés à la fonction publique québécoise.

TABLEAU 12

ACQUISITIONS - STATISTIQUES GÉNÉRALES

	1987/1988	1988/1989	1989/1990
MONOGRAPHIES			
Monographies commandées			
commandes courantes			
sur papier	799	1 146	1 250
sur microforme	183	27	11
commandes permanentes			
sur papier	23	30	30
sur microforme	-	1	-
TOTAL	**1 005**	**1 204**	**1 291**
Monographies reçues*			
commandes courantes			
sur papier	946	1 525	1 259
sur microforme	707	75	16
commandes permanentes			
sur papier	1 812	1 834	2 414
sur microforme	16	48	61
dons, dépôts, échanges	1 060	1 007	1 753
TOTAL	**4 541**	**4 489**	**5 503**
PUBLICATIONS EN SÉRIE			
revues: abonnements			
sur papier	8	19	20
sur microforme	-	-	-
revues: réabonnements			
sur papier	466	448	471
sur microforme	30	20	33
journaux: abonnements			
sur papier	4	5	8
sur microforme	-	1	2
journaux: réabonnements			
sur papier	201	181	190
sur microforme	74	62	82
TOTAL	**783**	**736**	**806**
COTISATIONS	**14**	**15**	**17**
ANNULATIONS			
monographies	132	7	3
publications en série	182	6	-

TABLEAU 13

ACQUISITIONS - RAPPORT BUDGÉTAIRE

		BUDGET 1989-90 Original	Modifié	Total cumulatif des dépenses	Engagements	Disponibilités
MONOGRAPHIES						
	Commandes courantes		46,000.00	51,762.85	8,837.52	(-14,600.37)
Papier	Com. permanentes en cours		102,000.00	116,504.90	-	(-14,504.90)
(07-76-10)	Nouv. com. permanentes		2,500.00	4,015.63	-	(-1,515.63)
	TOTAL: budget 07-76-10	140,700.00	150,500.00	172,283.38	8,837.52	(-30,620.90)
	Commandes courantes		7,100.00	1,796.59	2,215.00	3,088.41
Micro	Com. permanentes en cours		15,500.00	19,390.15	-	(-3,890.15)
(07-76-70)	Nouv. com. permanentes		1,900.00	1,165.05	-	734.95
PUBLICATIONS EN SÉRIE NON COURANTES Micro (07-76-70)			16,500.00	520.75	-	15,979.25
DOCUMENTS SUR AUTRES SUPPORTS (DISQUES, CASSETTES, ETC.) (07-76-70)			2,700.00	1,814.95	145.00	740.05
	TOTAL: budget 07-76-70	41,000.00	43,700.00	24,687.49	2,360.00	16,652.51
PUBLICATIONS EN SÉRIE COURANTES						
	Réabonnements (revues)		47,000.00	50,804.83	-	(-3,804.83)
Papier	Abonnements (revues)		2,500.00	2,107.88	-	392.12
(04-62a)	Réabonnements (journaux)		18,000.00	18,490.60	-	(-490.60)
	Abonnements (journaux)		500.00	716.84	-	(-216.84)
	TOTAL 04-62a	71,000.00	68,000.00	72,120.15	-	(-4,120.15)
	Réabonnements (revues)		1,000.00	2,821.30	-	(-1,821.30)
Micro	Abonnements (revues)		250.00	-	-	250.00
(04-62b)	Réabonnements (journaux)		23,000.00	34,141.25	-	(-11,141.25)
	Abonnements (journaux)		250.00	6,058.55	-	(-5,808.55)
	TOTAL 04-62b	34,000.00	24,500.00	43,021.10	-	(-18,521.10)
	TOTAL: budget 04-62	105,000.00	92,500.00	115,141.25	-	(-22,641.25)
COTISATIONS (04-66)		2,000.00	2,000.00	1,606.59	-	393.41
TOTAL (BUDGETS 07...+ 04...)		288,700.00	288,700.00	313,718.71	11,197.52	(-36,216.23)

TABLEAU 14

TRAITEMENT - STATISTIQUES GÉNÉRALES

	1987/1988	1988/1989	1989/1990
DOCUMENTS CATALOGUÉS			
Nouveaux titres			
collection générale			
catalogage original	3 474	2 505	3 229
catalogage dérivé	1 288	1 270	2 754
publications gouvernementales québécoises			
catalogage original	1 053	2 332	3 435
catalogage dérivé	399	603	857
Recatalogage			
collection générale			
catalogage original	2 941	2 514	822
catalogage dérivé	2 397	3 189	1 524
publications gouvernementales québécoises			
catalogage original	129	91	132
catalogage dérivé	253	324	537
Non entrés dans la base de données			
année en cours	503	465	957
année précédente(-)	(-650)	(-503)	(-465)
TOTAL	**11 787**	**12 790**	**13 782**
PRÉPARATION MATÉRIELLE			
Collection générale	13 500	14 564	10 365
Publications gouvernementales québécoises	3 151	5 367	6 849
TOTAL	**16 651**	**19 931**	**17 214**
FICHES INTERCALÉES*	**41 769**	**44 898**	**48 237**
FICHES RETIRÉES*	**102 720**	**44 305**	**24 340**

* Les statistiques relatives aux fiches intercalées et retirées sont produites à partir de moyennes.

TABLEAU 15

ÉTAT DES COLLECTIONS
(à jour au 31 mars 1990)

COLLECTIONS	NOMBRE DE TITRES (1)	NOMBRE DE VOLUMES OU UNITÉS (2)
Classification DEWEY (coll. générale et de référence)	94 654	146 125
Brochures	16 487	19 282
Publications gouvernementales québécoises	(23 915)	(46 575)
Publications gouvernementales ontariennes	2 758	9 915
Publications gouvernementales canadiennes (fédéral et autres provinces)	(31 744)	(85 887)
Publications gouvernementales américaines	580	2 431
Publications en série (revues et journaux)	(3 206)	(40 750)
Microdocuments	(123 472)	(394 411)
TOTAL	(296 816)	(745 376)

Les chiffres entre crochets () sont approximatifs.
(1) Titre : ensemble bibliographique distinct composé d'un ou de plusieurs volumes
(2) Volume: dans le cas des livres, chaque unité physique; dans le cas des publications en série, on retient la numérotation de l'éditeur lorsqu'elle existe, sinon on compte un volume par année
Unité : pour les documents qui ne sont pas sur support papier, l'unité est la mesure utilisée à la place de volume
(Ces définitions sont basées sur les recommandations émises par la Bibliothèque nationale du Canada)

TABLEAU 16

INDEXATION - STATISTIQUES GÉNÉRALES

DEMANDES D'INFORMATION SUR LES DÉBATS PARLEMENTAIRES 1989/1990		
	Service de l'indexation	Division de la référence
Nombre	155	84*
Origine (%)		
Assemblée nationale	63%	45%
Ministères et organismes publics	31%	34%
Autres	6%	21%
TOTAL	100%	100%
Type (%)		
Projets de loi	31%	32%
Interventions de députés	31%	19%
Crédits budgétaires	12%	10%
Appareil gouvernemental	18%	15%
Autres	8%	24%
TOTAL	100%	100%

* cette donnée ne représente qu'un échantillon du nombre total des demandes auxquelles la Division de la référence a répondu durant l'année

CONCLUSION

L'année 1989/90 aura été une année bien remplie. Les activités ont été en croissance par rapport aux années antérieures comme les extrants ou les réalisations.

Il faut noter aussi que les autorités politiques et administratives de l'Assemblée nationale, conscientes des besoins documentaires et de la nécessité de la Bibliothèque, lui accordent des ressources financières et humaines en relation avec son mandat et ses missions.

La Bibliothèque aura un grand rôle à jouer au cours des mois à venir en regard du Bicentenaire des institutions représentatives. Le rôle traditionnel de l'établissement comme mémoire de l'Assemblée sera mis à contribution de même que celui de diffuseur de données historiques ou contemporaines sur son fonctionnement. Déjà, divers travaux sont en cours: bibliographies, répertoire biographique des parlementaires, éphémérides, lexique, recueil de grands discours. La collaboration de la Bibliothèque est assurée à l'équipe de coordination chargée de marquer l'anniversaire de l'apparition des institutions représentatives et parlementaires sur le territoire québécois.

Les autorités de l'Assemblée ont confié à la Bibliothèque depuis le 1er avril 1990, la gestion des documents et des archives de l'Assemblée. Ces nouvelles responsabilités, ajoutées à celle de la reconstitution des débats parlementaires de 1908 à 1962, signifient que la Bibliothèque devra caréner ses objectifs et réaffecter certaines ressources pour les années à venir en fonction des nouveaux mandats.

Publications
1989/90

"Bibliographie"

25. Avortement (prises de position et aspects juridiques) (mai 1989) - 43 p.
26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales (janvier 1988) - 64 p.
27. Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés (juillet 1989) - 39 p.
28. Adoption internationale 1980-1989 (août 1989) - 12 p.
29. Référendums, 1979-1989 - 50 p.
30. Taxe sur les produits et services (novembre 1989) - 30 p.
31. Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement (décembre 1989) - 17 p.
32. L'État et les personnes âgées (décembre 1989) - 13 p.
33. Édition du livre au Québec, 1980-1990 - (janvier 1990) - 20 p.
34. Ombudsman: statut, rôle, pouvoirs, organisation - (février 1990) - 48 p.

"Bibliographie et documentation"

33. Les programmes électoraux de 1970 / P. Picard, G. Desrosiers. -1989. - viii, 158 p.

Bulletin,
vol. 18 nos 1-2, 3-4.

Catalogue des publications... - 32 p.

"Dossiers parlementaires"

4. La Clause "nonobstant": tour d'horizon / S. Langevin . (33) f.

Étude des crédits budgétaires, 1986-1990. - (16) f.

"Index cumulatif"

6. La Régie de l'assurance-automobile du Québec; index des travaux parlementaires, 1977-1987. - (98) f.

Index du Journal des débats, 1988-1989 . - xx, 514 p.

Institutions politiques: sommaire de périodiques
Vol. 6 no 2 et vol. no 1.

Liste d'aquisitions récentes, nos 117-127 (11 livraisons).

Rapport annuel, 1988/89. - 40 p.

"Recueil d'articles de journaux"

L'accord du Lac Meech, mars 1987/mai 1989. - 6 vol.
L'accord du Lac Meech, juin-décembre 1989. - 6 vol.
Langue d'affichage au Québec, janvier-mars 1989. - 2 vol.

Sigles en usage au Québec. - Édition revue et augm. - 176 p.

Le Suffrage féminin; débats sur la loi accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité, 9-25 avril 1940. - 30 p.

Thésaurus de l'actualité politique, économique et sociale au Québec. - 3e éd. - v. 146 p.

PERSONNEL AU 15.10.1989.

ADMINISTRATION

PRÉMONT, Jacques
BOUCHARD, Jacqueline
ALLAIRE, Daniel

BERNIER, Gaston
MOISAN, Louise
FITZBACK, Jos
MAHER, Louise
MASSE, Pierre
ASSELIN, Marie-Claude
ROY, Brigitte

DIVISION DE LA RÉFÉRENCE

FORTIN, Jean-Luc
BOILARD, Gilbert
CHAMBERLAND, Diane
COUDÉ, Claudette
DESJARDINS, Joëlle
DIONNE, Guy
DUFRESNE, Nicole
FRÉCHETTE, Lucien
LAJOIE, Claude
ROUTHIER, Jocelyne

DIVISION DES SERVICES TECHNIQUES

LEBEL, Clément
BOUCHARD, Charlotte
BOURRET, Johanne
BUSSIÈRES, Marthe
CÔTÉ, Murielle
DAIGLE, Serge
DAVIGNON, Nicole
DROUIN, Francine
DUCLOS, Jocelyne
FORTIN, Jean
JACQUES, Claire
LESSARD, Josée
MAROIS, Richard
RANGERS, Hélène
TONDREAU, Chantal

Accueil et information

BERGEVIN, Gilles
ANDREWS, Yolande
BÉRUBÉ, Yvon
DROLET, Rénald
GAGNON, Rolande
LACHANCE, Roméo
L'HEUREUX, Richard

Indexation

BELLAND, Helen
BRIND'AMOUR, Nicole
BUTEAU, Rénald
FORTIER, Monique
POULIOT, Jacques
VÉZINA, Monique

Périodiques

BEAULIEU, Nicole
COCHRANE, André
GUÉRARD, Michel
POIRIER, Paul
SILLS-MÉNARD, Colette

DIV. DE LA DOCUMENTATION DE PRESSE

DUVAL, Jean-Claude
BEAULIEU, Yves
CHOUINARD, Linda
FILIATRAULT, Robert
LAMONTAGNE, Mireille
LOIGNON, Jeannine
SIDDIQUI, Allam
TOWNER-DUBÉ, Élaine

Reliure

BÉDARD, Raymond
FORTIER, Micheline

DIVISION DE LA RECHERCHE

DESCHÊNES, Gaston
BERNIER, Ginette
BOISSONNAULT, Josée
BUTTAZZONI, Maria
CHAMPAGNE, Maurice
HARVEY-BERNIER, Louise
LANGEVIN, Suzanne
MATHIEU, Maryse
NADEAU, Micheline
PELLERIN, Maurice
PLOURDE, Bernard